



Regional Marine Pollution Emergency Response Centre for the Mediterranean Sea (REMPEC)

France



Information sur le pays

Capitale	Paris
Langues	French
Ports principaux	Ajaccio, Marseille
Ports additionnels	Arles, Bastia, Bayonne, Bonifacio, Bordeaux, Boulogne sur Mer, Brest, Caen - Ouistreham, Calais, Calvi, Cherbourg, Colmar ...
Littoral (km)	1703.0
Production (bbl/j)	70800.0
Exportation (bbl/j)	554100.0
Importations (bbl / jour)	2346000.0
Production offshore	<input checked="" type="checkbox"/>

Liste de contact

Afin d'accéder à toutes les coordonnées des représentants du gouvernement, les Correspondants sont invités à se connecter sur le site Web avec leurs identifiants

Conventions

Approuvé

Convention régionale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
Barcelona Convention	11/03/1978	<input checked="" type="checkbox"/> Décret no 78-1000 du 29/09/1978
Emergency Protocol, 1976	11/03/1978	<input checked="" type="checkbox"/> Décret no 78-1000 du 29/09/1978
Prevention and emergency protocol, 2002	02/07/2003	<input checked="" type="checkbox"/> Décret no 2004-905 du 26/08/2004

Convention internationale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
OPRC, 1990	06/11/1992	<input checked="" type="checkbox"/> Décret 96-663 du 22/07/1996
OPRC-HNS Protocol, 2000	24/04/2007	
CLC 1992	30/05/1996	
FUND 1992	30/05/1996	
Bunker Convention, 2001	19/01/2011	<input checked="" type="checkbox"/>
LLMC Protocol 96	01/12/1986	<input checked="" type="checkbox"/>
Wreck Removal Convention, 2007	04/02/2016	
LLMC 1976		
SALVAGE 1989		
INTERVENTION Protocol 1973		
INTERVENTION 1969		
FUND Protocol 2003		

Désapprouvé

Convention internationale

[1996 HNS Convention](#)

[Offshore Protocol](#)

[SCP CEG](#)

National & système régional - National & plan régional

Plan d'urgence national

Approuvé	En projet	En préparation	Aucune information	Assisté par le REMPEC	Date
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	30/10/2003

Type de test
tous les ans

Fréquence de test
Full Scale Exercise

Législation nationale pertinente adoptant le plan

Le plan de maintenance
Préfecture maritime de la Méditerranée

Mise en oeuvre du plan
Préfecture maritime de la Méditerranée

Accords sous-régionaux

National & système régional - stratégie de lutte

Contrôle et évaluation

Image satellite	<input checked="" type="checkbox"/> Images fournies par l'EMSA
Surveillance aérienne	<input checked="" type="checkbox"/> Douane Française / Marine nationale
Surveillance navale	<input checked="" type="checkbox"/> CROSSMED – surveillance des pollutions+ sémaphores marines nationale
Modèles de prédiction	<input checked="" type="checkbox"/> Dérive des nappes fournies par Météo France via le Cedre MOTHY

Lutte en mer

Utilisation de dispersant	<input checked="" type="checkbox"/> Cf. plan POLMAR
Surveillance aérienne	<input checked="" type="checkbox"/> Cf. annexe 3
Législation connexe	<input checked="" type="checkbox"/>
Délimitation des zones d'utilisation des dispersants	<input checked="" type="checkbox"/> Cf. annexe IV 4.1 du plan POLMAR Carte disponible au Centre des Opérations Maritimes, établie en fonction de la profondeur, de la distance à la côte et de la quantité de dispersants déversée. Cartographie appréciée par les experts en fonction de la sensibilité écologique du milieu considéré. 3 zones géographiques ont été définies pour déterminer les zones où les dispersants peuvent être utilisés. Limites déterminées pour 3 scénarii types(10, 100 et 1000 tonnes à traiter) En fonction des conditions particulières sur zone(vents, courants, état de la mer) ces règles générales peuvent être adaptées sous la responsabilité de l'autorité compétente Etudese réalisée par le CEDRE
Identification de l'autorité en charge de l'autorisation	PREMAR, après conseil du CEDRE et du CEPPOL pour les aspects scientifiques et techniques
Procédures de test des dispersants	<input checked="" type="checkbox"/> 1) Des tests d'efficacité sont effectués par le CEDRE utilisant la méthode NF T 90-34 5 avec le critère de selection $E \geq 60\%$ 2) Tests de toxicité NF T 90-348 . critère suivant : au moins 10 fois plus bas que la toxicité du produit de référence (Noramium DA50) 3) Test de biodégradabilité par l'INERIS : NF T 90-346 avec pour critère de selection : au moins 50 % de biodeg composés volatils déduits 4) tests physico-chimiques effectués par le SECLF(station d'essai des combustibles et lubrifiants de la flotte marine nationale).
Liste des produits approuvés	<input checked="" type="checkbox"/> Le CEDRE maintient une liste à jour : - BIOREICO R93 - COREXIT 9500 - DASIC SLICKGONENS - DISPEREP 12 - DISPER M - DISPOLENE 36 S - EMULGAL C-100 - FINASOL OSR 52 - FINASOL OSR 52 - FINASOL OSR 61 - FINASOL OSR 62 - OD 4000 (PE998) - INIPOL IP 80 - INIPOL IP 90 - INIPOL IPC - NEUTRALEX C - NU CRU - OCEANIA 1000 - RADIAGREEN OSD - O.S.D-2B

Liste des laboratoires compétents autorisés	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE- SECLF-INERIS
Confinement et récupération	<input checked="" type="checkbox"/> Détailler dans la section 5 neuf stocks POLMAR interdépartementaux terre dont trois sur la façade Méditerranée (Port bouc, Sète, Ajaccio) équipés de barrages flottants et récupérateurs, Matériels, équipements et produits de lutte en mer de la marine nationale stockés pour la Méditerranée au service antipollution de la base navale de Toulon.
Brûlage (In situ burning)	Détailler dans la section 5

Protection et nettoyage du littoral

Protection du littoral	<input checked="" type="checkbox"/> Détailler dans la section 5 Cf. plans POLMAR terre
Nettoyage du littoral	<input checked="" type="checkbox"/> Cf. plans POLMAR terre

La communication

Activités d'exploitation	<input checked="" type="checkbox"/> Plan polmar mer et terre Module « communication » à la disposition du PREMAR, qui informe les médias sur le déroulement des opérations (autour du bureau de communication régional)
Relation gouvernement / industrie	<input checked="" type="checkbox"/> Plan polmar mer et terre Module « communication » à la disposition du PREMAR, qui informe les médias sur le déroulement des opérations (autour du bureau de communication régional)
Relation publique	<input checked="" type="checkbox"/> Plan polmar mer et terre Module « communication » à la disposition du PREMAR, qui informe les médias sur le déroulement des opérations (autour du bureau de communication régional)
Relation avec les médias	<input checked="" type="checkbox"/> Plan polmar mer et terre Module « communication » à la disposition du PREMAR, qui informe les médias sur le déroulement des opérations (autour du bureau de communication régional)

Gestion des déchets

Politique nationale concernant les déchets d'hydrocarbures	<input checked="" type="checkbox"/> Instruction POLMAR en vigueur, chaque plan polmar départemental répertorie des sites potentiels de stockage et / ou une filière de traitement des déchets Il existe un guide opérationnel du CEDRE sur les déchets de marée noire
---	---

Traitement / Installations de dépôt / Solutions	<input checked="" type="checkbox"/> - station du dépôt d'hydrocarbures de la marine nationale (si quantité limitée, et pour certains types d'hydrocarbures uniquement), - centres collectifs de traitement (banque de données de l'ANRED) - entreprises conventionnées par les agences de bassin (répertoriées par les DRIRE) différents types d'installations existent sur le territoire : centre d'enfouissement , traitement biologique, usine d'incinération pour déchets industriels spéciaux, raffineries, cimenteries.
--	--

Experts

Intégration d'experts internationaux dans l'organe de coordination	<input checked="" type="checkbox"/> Experts en matière de dérives, de risques, de techniques de lutte anti-pollution Des experts ou officiers de liaison sont prévus dans le cadre de pollution transfrontalière. pour les pollutions nationales, il y a une liste d'experts nationaux ou régionaux dans une partie spécifique des plans polmar terre.
---	--

Demandes d'indemnisation

Base juridique des demandes d'indemnisation au niveau national	<input checked="" type="checkbox"/>
Réclamations inclus dans le plan d'urgence	<input checked="" type="checkbox"/> Chapitre III.5 sur les suites contentieuses.Consitution d'un module juridique dans le PC crise.
Structure nationale chargée des demandes d'indemnisation	<input checked="" type="checkbox"/> Agent judiciaire du Trésor

Gestion des volontaires

Gestion des volontaires prise en compte dans le plan	<input checked="" type="checkbox"/> A terre, plan polmar terre Gestion au cas par cas Les volontaires seront acceptés en priorité pour les opérations de sauvetage à la faune et encadrés par des associations spécialisées comme la ligue pour la protection des oiseaux(LPO), également éventuellement dans les travaux de restauration des sites pollués Pour les opérations de nettoyage, il sera fait appel aux agents de l'Etat et aux sociétés privées spécialisées pour des raisons de sécurité et d'encadrement, de formation préalable pour l'utilisation de matériels spécifiques, de responsabilité en cas d'accident sur les chantiers et de contact avec le produit, le recours aux volontaires est à limiter.
---	--

Protection de la faune

Mesures de protection de la faune (espèces protégées et autre faune marine)	<input checked="" type="checkbox"/> Prévu dans les plans POLMAR terre (Cliquez sur le lien pour accéder aux Fiches profils pays de Sea Alarm , fournissant des informations sur la protection de la faune dans ce pays).
--	---

Expertise

Préparation

		Centres d'experts et de formation
Cartographie de sensibilité	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	CEDRE
Evaluation du risque	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	CEDRE
La planification d'urgence	<input type="checkbox"/> Hydrocarbure <input type="checkbox"/> Produits chimiques	
Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	CEDRE

Lutte

	Centres d'experts et de formation
Lutte contre l'incendie	<input checked="" type="checkbox"/> Marins Pompiers
Lutte contre les marées noires en mer	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE/ CEPPOL
Lutte contre les hydrocarbures sur la côte	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE aux ordres des préfets de départements
Lutte contre les déversements / rejets de SNPD	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE :marine nationale :CEPPOL
Récupération des paquets perdus de SNPD	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE/CEPPOL
Surveillance aérienne	<input checked="" type="checkbox"/> Douanes françaises / marine nationale
Images satellite	<input checked="" type="checkbox"/>
Gestion globale des urgences	<input checked="" type="checkbox"/> Premar medavec appui pour conduite des opérations de la CEPPOL
Décontamination du littoral	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE
Modélisation et prévision	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE/METEO France
Impact - La faune et les oiseaux	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE
Impact - La Pêche / La pisciculture	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE IFREMER
Restauration du site de l'accident (hydrocarbure)	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE
Restauration du site de l'accident (produits chimiques)	<input checked="" type="checkbox"/> CEDRE

Expertise et services

Nom de la compagnie	FOST
Adresse (numéro, rue, ville)	Quartier de la Tête Noire; RD 113; 13340 ROGNAC - France
Téléphone (24 h/24)	+33 (0)4 42 87 59 37 / +33 (0)1 47 44 82 29
Mobile	
Téléfax	+33 (0)4 42 87 59 38 / +33 (0)1 47 44 62 05
E-mail	
Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES MOYEN DE COMMUNICATION SOUHAITÉ : Téléphone LANGUES DE TRAVAIL : Français, Anglais SERVICE 24 HEURES SUR 24: oui INTERVENTION (EN MÉDITERRANÉE) EN MOINS DE : 24 hrs ZONES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN : Partout
Nom de la compagnie	LES ABEILLES
Adresse (numéro, rue, ville)	Chaussée Lamandé, BP 1351, 76065 Le Havre cedex - France
Téléphone (24 h/24)	+33 2 35 19 77 85
Mobile	
Téléfax	+33 2 35 41 78 98
E-mail	
Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES LA DEMANDE DE SERVICES DEVRA ÊTRE FAITE À : Service des sauvetages (voir coordonnées ci-dessus) MOYEN DE COMMUNICATION SOUHAITÉ : Téléphone / Fax LANGUES DE TRAVAIL : Français, Anglais SERVICE 24 HEURES SUR 24: Oui INTERVENTION (EN MÉDITERRANÉE) EN MOINS DE : 12 hrs ZONES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN OÙ VOTRE SOCIÉTÉ PEUT OFFRIR SES SERVICES : CONDITIONS SOUS LESQUELLES LES SERVICES PEUVENT ÊTRE FOURNIS : LLOYD's Open Form TOWHIRE (BIMCO) TOWCON
Nom de la compagnie	GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE-FOS
Adresse (numéro, rue, ville)	23, Place de la Joliette BP 1965 13226 Marseille cedex 02 - France
Téléphone (24 h/24)	+33 4 91 39 40 00 / 4 91 39 44 44
Mobile	
Téléfax	+33 4 91 39 40 44 / 4 91 39 40 38
E-mail	
Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES LA DEMANDE DE SERVICES DEVRA ÊTRE FAITE À : M. Joel Zattara - Chef du Service Sécurité Environnement Manutention Auxiliaires du Navire MOYEN DE COMMUNICATION SOUHAITÉ : Telex / Fax LANGUES DE TRAVAIL : Français SERVICE 24 HEURES SUR 24: Oui INTERVENTION (EN MÉDITERRANÉE) EN MOINS DE : 24 hrs ZONES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN OÙ VOTRE SOCIÉTÉ PEUT OFFRIR SES SERVICES : France, Espagne, Italie, Grèce, Pays di Maghreb. CONDITIONS SOUS LESQUELLES LES SERVICES PEUVENT ÊTRE FOURNIS : La requête d'assistance internationale sera considérée sur demande et une convention fixant toutes les conditions sera signée.
Nom de la compagnie	SEACOR FISH
Adresse (numéro, rue, ville)	23 Rue Notre-Dame des Victoires 75002 Paris France
Téléphone (24 h/24)	+33 1 53 40 21 00
Mobile	
Téléfax	33 1 53 40 21 23
E-mail	BOA@paris.ckor.com

Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES LA DEMANDE DE SERVICES DEVRA ÊTRE FAITE À : John Gellert; Jean-Pierre Pruleau LANGUES DE TRAVAIL : Français, Anglais SERVICE 24 HEURES SUR 24: Non INTERVENTION (EN MÉDITERRANÉE) EN MOINS DE : 24 hrs ZONES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN : Zones côtières, entre les frontières espagnoles et italiennes
Nom de la compagnie	STOLT COMEX SEAWAY
Adresse (numéro, rue, ville)	467, Chemin du Littoral BP 69 13321 Marseille cedex 16 France
Téléphone (24 h/24)	+33 4 91 09 68 09 / 4 91 09 68 15
Mobile	
Téléfax	+33 4 91 09 68 00
E-mail	ve.c@stoltcomexseaway.com
Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES LA DEMANDE DE SERVICES DEVRA ÊTRE FAITE À : Direction Générale (Mr. Vincent Chirié, Directeur des opérations) MOYEN DE COMMUNICATION SOUHAITÉ : Fax LANGUES DE TRAVAIL : Français, Anglais SERVICE 24 HEURES SUR 24: Oui
Nom de la compagnie	SYCOPOL
Adresse (numéro, rue, ville)	Avenue des Pierrelets 45380 Chaingy France
Téléphone (24 h/24)	+33 2 38 43 44 97
Mobile	
Téléfax	+33 2 38 43 95 47
E-mail	
Plus de détails	DISPOSITIONS OPERATIONNELLES MOYEN DE COMMUNICATION SOUHAITÉ : Fax ou, en cas d'urgence, Téléphone (au +33 8 36 61 61 36 suivi du code 166547 et laisser un message) LANGUES DE TRAVAIL : Français, Anglais SERVICE 24 HEURES SUR 24: Oui INTERVENTION (EN MÉDITERRANÉE) EN MOINS DE : 48 hrs ZONES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN : Partout en Méditerranée CONDITIONS SOUS LESQUELLES LES SERVICES PEUVENT ÊTRE FOURNIS : Contrat pour service ou équipements à négocier.

Accords transfrontaliers

Fournisseur

À qui la demande doit être adressée

Nom complet de l'institution	Secrétariat général de la mer
Département ou position	
Adresse (numéro, rue, ville)	16 boulevard Raspail 75007
Téléphone (24 h/24)	+33 (1) 42 75 66 50
Téléfax	+33 (1) 42 75 66 78
Heures d'ouverture	
E-mail	sgmer@pm.gouv.fr

Frontière

À qui la demande doit être adressée

Conditions financières pour les services d'expert	Tous frais logistiques pris en charge par requérant
Restrictions (visa, etc.) concernant les voyages vers n'importe quel pays méditerranéen? Si oui, veuillez indiquer quels pays	
Conditions financières et autres (transport, etc.) pour mettre l'équipement ou le produit à la disposition d'une partie requérante	Frais logistiques pris en charge par requérant
Emplacement de l'équipement et des produits et port ou aéroport le plus proche (ville / port, ville / aéroport)	Matériel de lutte en mer à Toulon, port militaire Aéroport le plus proche Marseille

Formation et suivi

Réunion des correspondants du REMPEC

Année	Représentant	Ministère/département/division
2000	M. Daniel Silvestre, Chargé de Mission	Secrétariat Général de la Mer, Service du Premier Ministre
2000	M. Xavier La Roche, Commissaire Général de la Marine	Adjoint au préfet maritime de la Méditerranée, Préfecture Maritime
2000	M. Xavier Guerin, Chargé de mission "Conventions Internationales"	Ministère de l'Environnement
2000	M. Eric Calonne, Crisis Management Committee Permanent Secretary	TOTAL Trading Shipping Division Safety and Maritime Environment Department
2003	M. Michel Weizmann, Chargé de mission auprès du Directeur, Direction du Transport Maritime de Ports au Littoral	Ministère de l'Équipement des Transports du Logement et de la Mer
2003	M. Xavier Guerin, Chargé de mission "Conventions Internationales"	Ministère de l'Écologie et du Développement Durable
2003	M. Oliver Claude Mornet, Chef de la Division des Affaires Internationales	Ministère de l'Équipement Secrétariat d'Etat aux Transports et de la mer
2003	M. Jean-Bernard Erhardt, Chef de la Division Action de l'Etat en Mer	Préfecture Maritime de la Méditerranée
2003	M. Eric Calonne, General Manager Environment and Safety	Trading and Shipping Division -TOTALFINAELF
2003	M. François Parthiot, Délégué pour la Méditerranée	CEDRE c/o IFREMER
2005	M. Daniel Silvestre, Chargé de Mission/Administrateur Civil	Secrétariat Général de la Mer
2005	Mme. Caroline Demartini, Chargée de Mission « Conventions Internationales »	Ministère de l'Écologie et du Développement Durable
2005	M. François Pierre Parthiot, Délégué pour la Méditerranée	CEDRE c/o IFREMER
2005	M. Clement Lavigne	TOTAL Lutte Antipollution & Environnement
2007	Mme. Marie-Sophie Dufau-Richet, Chargée de mission	Secrétariat Général de la Mer
2007	M. Alain Verdeaux, Adjoint au préfet maritime de la Méditerranée	PREMAR Méditerranée
2007	M. Michel Girin, Directeur	Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux (CEDRE)
2007	M. Dirk Martens, Manager, Environment and Pollution Response	Total -Trading and Shipping
2009	Mme. Marie-Sophie Dufau-Richet, Chargé de mission	Secrétariat Général de la Mer
2009	Mme. Carine Jacon, Préfecture Maritime Méditerranée Pôle gestion des Risques Bureau sécurité maritime	Préfecture maritime de la Méditerranée
2009	M. Michel Girin, Conseiller/Advisor	Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux (CEDRE)
2011	Mme Marie-Sophie Dufau-Richet, Chargée de mission	Secrétariat Général de la Mer

Année	Représentant	Ministère/département/division
2011	Commissaire de la Marine Adrien Proal, Chef du bureau « sécurité maritime »	Préfecture maritime de la Méditerranée
2011	M Gilbert Le Lann, Directeur	Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux (CEDRE)

Activités régionale

Date	Nom de l'activité	Nom du participant du pays
05/2009	Atelier de travail régional Gouvernements-Industrie sur la coopération, la préparation à la lutte et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en Méditerranée, Marseille, France , 11-12 mai 2009	Mme Marie-Sophie Dufau-Richet, M. François Parthiot, France
03/2000	MEDEXPOL 99/2 - Formation régionale sur les nouvelles techniques de nettoyage du littoral en cas de pollution (hydrocarbures et produits chimiques) - Brest, France 21-25 mars 2000	Mme. Agnès Long, France
12/2001	MEDEXPOL 2001 – Formation régionale sur la prévention, la préparation à la lutte et lutte contre les accidents impliquant des substances dangereuses à l'interface navire/littoral - Genoa, Italie, 10-14 décembre 2001	M. Christian Corre, France
10/2002	MEDIPOLE 2002 - Séminaire Régional sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques pour les administrateurs gouvernementaux et les cadres supérieurs	Ms. Emilie Dorgeville, REMPEC (presented France)
10/2003	MEDIPOLE 2003 – Atelier Européen sur l'Imagerie Satellitale et les Déversements Illicites d'Hydrocarbures en Europe et en Méditerranée, et visites du FOST (Fast Oil Spill Team) à Rognac / Marseille - Toulon, France 2-4 octobre 2003	M. Jean-Paul Castanier, France
12/2004	MEDEXPOL 2005 – Séminaire régional sur l'utilisation de la télédétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures - 07-08 décembre 2004	Toutes les parties contractantes ont participé
10/2005	MEDEXPOL 2005 – Séminaire régional sur l'utilisation de la télédétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures - 17-20 octobre 2005	M. Jean-Christophe Burvingt, France
11/2007	MEDEXPOL 2007 - Séminaire régional sur les rejets illicites des navires et la poursuite des contrevenants - Marseille, France, 27 -30 octobre 2007	Mme. Marie-Sophie Dufau-Richet, France

Activités nationales

Date	Nom de l'activité
06/2008	Exercice Antipollution - " Mediterramep 2008 ", Tarragona, juin 2008
09/2007	Exercice Antipollution - NURRA - Porto Torres, Italy 16-18 September 2007
05/2006	Exercice POLLUX 2006, France, 16-18 May 2006
06/2005	Exercice under RAMOGEPOL , juin 2005
05/2004	Exercice Antipollution RAMOGEPOL, Genoa, 2004

Date	Nom de l'activité
05/2004	Exercice international de sauvetage et de lutte contre les pollutions marines par les hydrocarbures - Palma de Majorca, mai 2004.
01/2001	Exercice Antipollution RAMOGEPOL Genoa, 2001

Prévention

Conventions internationales de prévention

Approuvé

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
LC 1972		
LC Protocol 1996		
AFS 2001		
SOLAS 74		
SOLAS Protocol 78		
SOLAS Protocol 88		<input checked="" type="checkbox"/>
Load Line 1966		
Load Line Protocol 1988		
TONNAGE 69		
COLREG 72		
STCW 78		
UNCLOS	11/04/1996	
BMW 2004	24/09/2008	
MARPOL Annex I & Annex II	05/08/1981	
MARPOL Annex III		
MARPOL Annex IV		
MARPOL Annex V		
MARPOL Annex VI		

Désapprouvé

Instrument juridique	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
SCP B&H-CRO	

Sanctions pour violations

L'Administration dispose des lois nationales nécessaires pour garantir l'application de sanctions d'une sévérité adéquate afin de décourager la violation des instruments internationaux auxquels l'État est partie prenante.	<input type="checkbox"/>
Si oui, comment les violations sont-elles suivies et quelles sont les sanctions (par exemple, le type d'amendes) imposées?	

Inspections des navires

Inspections périodiques de ses propres navires

L'Administration a les lois nationales nécessaires en vigueur pour prévoir des inspections et des détentions de navires afin d'assurer le respect des normes internationales de sécurité maritime et de prévention de la pollution, auxquelles l'État est partie prenante

Si oui, combien de navires sont inspectés chaque année et combien d'entre eux ont abouti à la détention du navire?

Nombre de navires détenus par le contrôle par l'État du port au cours des 3 dernières années

Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de la Méditerranée

Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Paris

Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Tokyo

Nombre de navires détenus sous le Service des garde-côtes des États-Unis (USCG)

Inspections du contrôle par l'État du port

Des inspections de contrôle par l'État du port sont effectuées dans vos ports

Si oui, combien d'inspections de la CFP sont effectuées chaque année?

Délégation de pouvoirs aux organisations reconnues (Bureaux régionaux)

L'Administration a les lois nationales nécessaires, y compris les accords nécessaires, en vigueur pour déléguer le pouvoir aux Bureaux régionaux

Quelles procédures sont en place pour surveiller le travail des bureaux régionaux?

Fournir une liste des bureaux régionaux auxquels la délégation de pouvoirs est accordée par le biais d'un tel accord.

Enquêtes sur les accidents

L'Administration dispose des lois nationales nécessaires pour mener les enquêtes requises sur les accidents

Nombre d'échouements signalés au cours des 3 dernières années

Nombre de collisions signalées au cours des 3 dernières années

Nombre d'accidents signalés ayant entraîné des incidents de pollution au cours des 3 dernières années

Mise en oeuvre de MARPOL

Infractions à MARPOL

L'administration dispose des lois nationales nécessaires pour garantir l'application de sanctions suffisamment sévères en cas d'infraction à MARPOL

Infractions à MARPOL

Si oui, comment les infractions sont-elles suivies et quelles sont les sanctions imposées?

Installation de réception portuaires

Port	MARPOL Annexe I	MARPOL Annexe II	MARPOL Annexe IV	MARPOL Annexe V	MARPOL Annexe VI
------	--------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------

Surveillance des eaux côtières

La surveillance des eaux sous votre juridiction est effectuée

Si oui, quelles sont les méthodes et les ressources disponibles pour effectuer une telle surveillance?

Resources

Organigramme

Nombre de bureaux, de personnel non technique et de personnel technique

Chef de bureau (fournir l'adresse complète et les coordonnées)

Nombre des autres bureaux (fournir l'adresse complète et les coordonnées de tous les bureaux)

Nombre de personnel non technique

Nombre de personnel technique

Nombre d'inspecteurs (Inspecteurs de l'État du pavillon et inspecteurs de l'Etat du port)

Nombre d'enquêteurs sur les accidents de l'État du pavillon